

INSTRUCTION N° 19

Concerne : Dispositions relatives au commissariat aux comptes des établissements de crédit.

La Banque Centrale du Congo ;

Vu la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, notamment ses articles 6 et 31 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, notamment ses articles 49 à 55 ;

Arrête les dispositions suivantes concernant le commissariat aux comptes des établissements de crédit.

TITRE I : CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente Instruction est applicable aux établissements des crédits et a pour objet de préciser les modalités d'application de dispositions légales susmentionnées relatives aux commissaires aux comptes.

TITRE II : DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PAR UN ÉTABLISSEMENT DE CREDIT

Article 2

L'exercice des fonctions de Commissaire aux Comptes dans un établissement de crédit est subordonné à l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo.

Article 3

INSTRUCTION No. 19

Provisions relating to statutory auditing

Re: of credit institutions

the Central Bank of Congo;

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and functioning of the Bank Central Congo, in particular Articles 6 and 31;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions, in particular Articles 49 to 55;

Stop the following provisions concerning the police the accounts of credit institutionsI:.

Title SCOPE

Article 1

This statement is applicable to credit institutions and to clarify the modalities of application of the above legal provisions relating to auditorsII.

**TITLE DESIGNATION STATUTORY AUDITORS BY A
CREDIT INSTITUTION**

Article 2

The duties of the Auditor in a credit institution is subject to the prior authorization of the Central Bank of Congo.

Article 3

Les établissements de crédit doivent désigner en qualité de commissaire aux comptes soit deux personnes physiques, soit une personne morale parmi celles agréées par la Banque Centrale du Congo.

Toute demande d'agrément doit être accompagnée d'une attestation conforme au modèle joint en annexe I dûment datée et signée par le responsable de l'établissement de crédit par laquelle l'établissement de crédit certifie que le choix du commissaire aux comptes a été effectué conformément aux dispositions prévues par la présente Instruction.

Article 4

Le mandat des commissaires aux comptes est de trois ans renouvelable.

Avant de prendre une décision de renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes, l'établissement de crédit informe au préalable la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo.

Sauf cas de démission, il ne peut être mis fin au mandat d'un commissaire aux comptes que sur ordre ou autorisation de la Banque Centrale du Congo pour des motifs d'incompétence ou d'immoralité.

TITRE III: PROCEDURE D'AGREMENT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 5

L'agrément par la Banque Centrale d'un commissaire aux comptes est subordonné aux conditions suivantes :

- (i) pour les personnes physiques :
 - avoir la nationalité congolaise ;
 - être résident en République Démocratique du Congo ;
 - disposer d'une organisation adéquate à l'exercice des fonctions des commissaires aux comptes ;
 - exercer une activité professionnelle indépendante dans le domaine du contrôle comptable ;
 - être affiliée à une organisation professionnelle reconnue ;
 - avoir exercé pendant cinq années au moins une activité professionnelle pertinente ayant permis d'acquérir une expérience suffisante en matière d'audit ;

Credit institutions must designate as statutory auditors or two individuals or a corporation among those approved by the Central Bank of Congo.

An application for approval must be accompanied by a certificate conforming to the model in Annex I duly signed and dated by the person responsible the credit institution in which the credit institution certifies that the choice of auditors was made in accordance with the provisions of this Instruction.

Article 4

The term of office of the auditors is three years renewable.

Before taking decision to renew the mandate of an auditor, the credit institution shall first inform the Directorate of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo.

Except in cases of resignation, he can not be terminated mandate of an auditor by order or authorization of the Central Bank of Congo for reasons of incompetence or immoralityIII.

TITLE PROCEDURE FOR THE APPROVAL OF STATUTORY AUDITORS

Article 5

Approval by the Central Bank an auditor is subject to the following conditions:

(i) for natural persons:

- have Congolese nationality; - Be resident in the Democratic Republic of Congo; - Have an appropriate organization to exercise the

functions of the auditors; - Exercise independent professional activity in the field of accounting control; - Be affiliated with a professional

recognized organization; - Have practiced for at least five years relevant professional activity performed to acquire sufficient experience in auditing;

- avoir acquis une expérience solide par la participation à des missions d'audit dans des établissements de crédit ;

(ii) pour les personnes morales :

- être de droit congolais et à capital détenu par en majorité par des congolais ;
- être constituée conformément au droit congolais sur les sociétés commerciales ;
- être gérée par des nationaux congolais ;
- exercer une activité professionnelle indépendante dans le domaine du contrôle comptable ;
- être affiliée à une organisation professionnelle reconnue ;
- avoir exercé pendant cinq années au moins une activité professionnelle pertinente ayant permis d'acquérir une expérience suffisamment vaste en matière d'audit ;
- avoir acquis une expérience solide par la participation à des missions d'audit des établissements de crédit ;

Article 6

Les demandes d'agrément doivent être adressées à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo.

Article 7

Les demandes d'agrément relatives aux commissaires aux comptes exerçant à titre indépendant (personnes physiques) doivent être accompagnées de dossiers comprenant les documents suivants :

- une attestation de l'inscription du commissaire aux comptes dans la corporation professionnelle des experts-comptables et de l'exercice effectif de la fonction d'expert-comptable ;
- le curriculum vitae, dûment daté et signé, du commissaire aux comptes et de chacun de ses collaborateurs susceptibles de prendre part aux travaux de contrôle ;
- une déclaration sur l'honneur conforme au modèle joint en annexe II datée et signée par le commissaire aux comptes par laquelle le signataire atteste, notamment qu'il ne tombe pas sous le coup des incompatibilités prévues par les articles 15 et 53 de la Loi Bancaire et la présente Instruction.

- have gained experience by participating

inaudits in credit institutions;

(ii) for legal persons:

- be under Congolese law and capital held by

mostlyby Congolese; - Be incorporated under Congolese law on

commercial companies; - Be managed by Congolese nationals; - Exercise independent professional activity in

the field of accounting control; - Be affiliated with aprofessional

recognizedorganization;- Have practiced for at least five years relevant professional activity performed to acquire a sufficiently broad experience in auditing; - Have gained solid experience through participation in

the audit of credit institutions missions;

Article 6

Accreditation requests should be addressed to the Directorate of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo

Article.7

applications relating to auditors practicing in an independent capacity (persons) must be accompanied by files including the following documents:

- a certificate of registration of the auditor in the professional corporation of accountants and the effective exercise of public accounting function;
- curriculum vitae, dated and signed, the auditor and each of its employees may take part in the monitoring work;
- a declaration of conformity honor the model in Annex II dated and signed by the auditor by which the signatory attests, including that it does not fall under the disqualifications prescribed by Articles 15 and 53 of the Banking Law and this Instruction.

- une note faisant ressortir l'expérience professionnelle du commissaire aux comptes avec une liste des clients où sont exercées les fonctions de commissaires aux comptes ou d'auditeurs externes et les références des missions d'audit et les prestations de consultation et de conseil antérieurement réalisées auprès d'établissements de crédit.
- une note décrivant de manière documentée les moyens organisationnels, techniques et humains dont dispose le commissaire aux comptes et, le cas échéant, l'appui dont il pourrait bénéficier de la part d'autres partenaires qualifiés, nationaux ou étrangers..

Article 8

Les demandes d'agrément concernant les commissaires aux comptes exerçant en qualité de sociétés d'experts-comptables (personnes morales) doivent comprendre, outre les informations visées à l'article 5 les documents ci-après :

- une fiche des renseignements, conforme au modèle joint en annexe III, dûment signée par le représentant statutaire de la société ;
- une copie certifiée conforme des statuts de la société mise à jour ;
- le curriculum vitae de chacun des associés appelés à participer aux missions dans les établissements de crédit ;
- une description de l'organisation du cabinet sollicitant l'agrément ;
- une déclaration sur l'honneur conforme au modèle joint en annexe II datée et signée par chacun des associés appelés à participer aux missions dans les établissements de crédit par laquelle le signataire atteste, notamment qu'il ne tombe pas sous le coup des incompatibilités prévues par les articles 15 et 53 de la Loi Bancaire et la présente Instruction.
- une note faisant ressortir l'expérience professionnelle de la société avec une liste des clients où sont exercées les fonctions de commissaires aux comptes ou d'auditeurs externes et les références des missions d'audit et les prestations de consultation et de conseil antérieurement réalisées auprès d'établissements de crédit.
- une note décrivant de manière documentée les moyens organisationnels, techniques et humains dont dispose la société et, le cas échéant, l'appui dont elle pourrait bénéficier de la part d'autres partenaires qualifiés, nationaux ou étrangers

- a note highlighting the experience of the auditor with a list of clients which are exercised the functions of auditors or external auditors and references of audit and advisory and consulting services previously conducted with credit institutions.
- a note describing how documented organizational, technical and human resources available to the auditor and, where applicable, the support he could receive from other qualified partners, national or foreign ..

Article 8

Applications for approval for auditors practicing as a public accounting companies (legal persons) must include, in addition to the information referred to in Article 5 the following documents:

- a record information, using the model in Annex III, signed by the statutory representative of the company;
- a certified copy of the articles of association update,
- the curriculum vitae of each of the partners asked to participate in missions credit institutions;
- a description of the organization of the firm seeking authorization
- A sworn statement in the form attached in Annex II dated and signed by each of the partners asked to participate in missions to credit institutions by which must certify in particular that it does not fall under the disqualifications prescribed by Articles 15 and 53 of the Banking Law and this Instruction.
- a note highlighting the professional experience of the company with a customer list where are exercised the functions of auditors or external auditors and references of audit and consulting and advisory services previously performed with credit institutions.
- a note describing the way documented organizational, technical and human resources available to the Company and, where applicable, the support it could benefit from other qualified, national or foreign partners

Article 9

Dans le cas où le commissaire aux comptes fait appel, dans le cadre de sa mission, à des experts ne faisant pas partie de son effectif pour effectuer des travaux ponctuels, il est tenu de s'assurer que ces personnes n'enfreignent pas les dispositions relatives aux incompatibilités visées au Titre III de la présente Instruction.

Article 10

La Banque Centrale du Congo peut exiger communication de tout autre renseignement qu'elle estime nécessaire pour l'instruction des demandes d'agrément.

Article 11

La décision d'octroi de l'agrément ou s'il y a lieu de refus de l'agrément est notifiée à l'établissement de crédit concernée, 30 jours maximum à compter de la date de réception du dossier complet de demande d'agrément par la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo.

La Banque Centrale du Congo publie la liste des commissaires aux comptes agréés.

TITRE IV : DE LA MISSION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 12

La mission des Commissaires aux comptes consiste à :

- certifier la régularité et la sincérité des états financiers en confirmant que les comptes de fin d'exercice donnent une image fidèle des opérations de l'exercice comptable, de la situation financière et du patrimoine réel de l'établissement de crédit ;
- s'assurer du respect des principes comptables et ;
- établir un rapport détaillé dans lequel sont consignées :
 - ses appréciations sur l'organisation de l'Établissement de crédit et ses dispositifs d'identification, de mesure, de surveillance ou de contrôle et de réduction des risques ;

Article 9

In case the auditor appealed within its mission, the experts are not part of its workforce to perform occasional work, it is required to ensure that they do not violate the provisions on incompatibilities referred to in Title III of this Instruction.

Article

10Central Bank of Congo may require disclosure of any other information it considers necessary for the examination of applications for approval.

Article 11

The decision to grant the approval or if there is place of refusal of approval is notified to the credit institution concerned, 30 days maximum from the date of receipt of complete application for approval by the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo.

The Central Bank Congo publishes the list of registered auditorsIV.

TITLE MISSION OF STATUTORY AUDITORS

Article 12

The mission of the Auditors is to:

- certify the regularity and fairness of the financial statements confirming that the final accounts year give a true picture of the operations of the financial year, the financial situation and the real heritage of the credit institution;
- ensure compliance with accounting principles;
- prepare a detailed report that records:
 - his appraisal of the organization of the Credit institution and its identifying, measuring, monitoring or control and risk reduction;

- ses appréciations sur l'adéquation et l'efficience du système de contrôle interne de l'établissement de crédit, eu égard à sa taille, à la nature des activités exercées et aux risques encourus ;
- les observations sur les anomalies relevées au cours de ses investigations dans les différents domaines notamment :
 - * du système de contrôle interne ;
 - * du respect des normes prudentielles de gestion ;
 - * des principes comptables et prudentiels
- les réserves ou le refus de certification.

Article 13

Dans leur mission, les commissaires aux comptes apprécient l'adéquation des dispositifs mis en place pour :

- prévenir les fraudes, manipulations et erreurs susceptibles d'engager la responsabilité de l'Établissement de crédit ou de porter atteinte à l'intégrité de ses actifs ou de ceux de la clientèle ;
- empêcher que l'Établissement ne soit impliqué à son insu dans des opérations financières liées à des activités illicites ou de nature à entacher sa réputation ou de porter atteinte au renom de la profession.

Article 14

Dans leur mission, les commissaires aux comptes apprécient la fiabilité et l'intégrité du système de traitement de l'information comptable et de gestion en procédant notamment à l'évaluation :

- du dispositif de sécurité du système d'information ;
- de la fiabilité de la piste d'audit ;
- des procédures comptables et de contrôle de l'information.

TITRE V : DES INCOMPATIBILITES

Article 15

- its assessment on the adequacy and effectiveness of the control system Internal of the credit institution, given its size, the nature of the activities and the risks involved; - Comments on the anomalies identified during its investigations in various areas including:

* the internal control system; * Compliance with the prudential management standards; . * For accounting and prudential principles - reserves or the certification refusal

Article 13

In their work, the auditors appreciate the adequacy of arrangements put in place to:

- prevent fraud, manipulation and errors that liability Institution of credit or undermine the integrity of its assets or those of customers; -. Prevent Institution is unwittingly involved in financial transactions related to illegal activities or likely to damage their reputation or undermine the reputation of the profession

Article 14

In their work, the auditors enjoy reliability and integrity of accounting and management information processing system by performing including assessment:

- the safety device of the information system; - The reliability of the audit trail; . - Accounting procedures and control of information

TITLE V: INCOMPATIBILITIES

Article 15

Les commissaires aux comptes ne doivent avoir ni directement ou indirectement, aucun lien de subordination ou aucun intérêt de quelque nature que ce soit avec l'établissement de crédit ou un rapport de parenté ou d'alliance avec ses dirigeants.

Article 16

Les commissaires aux comptes ne peuvent exercer, au sein des établissements de crédit pour lesquels ils ont été agréés, aucune mission autre que celle mentionnée aux articles 12, 13 et 14 de la présente Instruction. Il leur est notamment prohibé toute activité de conseil ne s'insérant pas dans le cadre de l'exercice de la mission ainsi circonscrite.

Article 17

Outre les incompatibilités et interdictions prévues aux articles 15, 53 et 54 de la Loi Bancaire, sont incompatibles avec l'exercice des commissaires aux comptes dans un établissement de crédit, des activités qui constituent une immixtion dans la gestion ou sont de nature à altérer l'indépendance requise pour exprimer une opinion sur la régularité et la sincérité des états financiers de synthèse qui doivent donner une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de l'exercice.

TITRE VI : DES OBLIGATIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 18

Les commissaires aux comptes sont tenus d'alerter sans délai la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo dès qu'ils constatent à l'occasion de l'exercice de leur mission :

- tout fait de nature à influencer de manière significative la situation de l'Établissement de crédit sur le plan financier sous l'angle de son organisation administrative et comptable ainsi que de son contrôle interne ;

auditors must have either directly or indirectly, any subordination or interest of any nature whatsoever with the establishment of credit or a family relationship or alliance with its leaders.

Article 16

The Statutory Auditors may exercise within credit institutions for which they have been approved, no mission other than that specified in Articles 12, 13 and 14 of this Instruction. It is especially forbidden them any consultancy not forming part of the exercise of the mission and circumscribed.

Article 17

In addition to the incompatibilities and prohibitions contained in Articles 15, 53 and 54 of the Banking Act are incompatible with the exercise of the auditors in a credit institution, activities that constitute an interference in the management or are likely to impair the independence required to express an opinion on the regularity and fairness of the financial statements summary should provide fairly the results of operations for the year and the financial position and assets of the institution at the end of fiscal VI.

TITLE OBLIGATIONS OF STATUTORY AUDITORS

Article 18

The auditors are required immediately alert the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo as soon as they observe during the exercise of their mission:

- any matter likely to significantly influence the situation of the Credit institution financially in terms of its administrative and accounting procedures and its internal control;

- tout fait qui peut constituer une violation des lois et instructions de nature à mettre en cause gravement la responsabilité de l'établissement ou de ses dirigeants ;
- tout fait qui est de nature à entraîner le refus ou des réserves graves en matière de certification des comptes ;
- tout fait qui est de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de l'Établissement de crédit.

Dans ce cas, toutes les correspondances et autres documents relatifs à cette procédure sont communiqués à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo.

Article 19

Les lacunes significatives relevées dans les différents dispositifs du contrôle interne doivent être portées, dès leur constatation, à la connaissance de l'organe de Direction ou du comité d'audit de l'établissement de crédit.

Le rapport détaillé de ces insuffisances significatives doit être porté et signalé de manière régulière à la connaissance des organes de l'établissement s'il donne lieu aux mesures de redressement appropriées. Il peut faire également état des recommandations susceptibles de pallier les faiblesses et insuffisances relevées.

Article 20

Les commissaires aux comptes communiquent à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo tout rapport adressé aux organes exécutif ou délibérant de l'établissement de crédit dont ils assurent la certification des comptes.

TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 21

Le secret professionnel n'est pas opposable à la Banque Centrale du Congo. La responsabilité des commissaires aux comptes ne peut être engagée pour les informations et les divulgations des faits en exécution des articles 18, 19 et 20 de la présente Instruction.

Article 22

- any act which may constitute a violation of the laws and nature of instructions to question seriously the responsibility the institution or its managers;
- any fact which is likely to result in the denial or serious reservations regarding certification of accounts;
- any fact which is likely to endanger the continuity of operations of the Institution credit.

In this case, all correspondence and other documents relating to the procedure shall be notified to the Directorate for the Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo.

Article 19

Significant gaps in the different control devices Internal should be brought, upon observation, knowledge of the organ of management or the audit committee the credit institution.

The detailed report of these significant deficiencies should be worn and reported regularly to the attention of Property organs if it is subject to appropriate remedial action. It may also state recommendations that may alleviate the weaknesses and shortcomings.

Article 20

The auditors communicate to the Directorate for Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo any report addressed to executive or deliberative organs of the credit institution which they ensure the certification of accountsVII.

TITLE MISCELLANEOUS AND TRANSITIONAL PROVISIONS

Article 21

Professional secrecy is not opposable to the Central Bank of Congo. The liability of auditors can not be held liable for the information and disclosures made pursuant to Articles 18, 19 and 20 of this Instruction.

Article 22

Les rapports visés à l'article 10 ci-dessus dûment datés et signés par les Commissaires aux comptes doivent être adressés par ceux-ci à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo au plus tard :

- 15 jours avant la date de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'établissement de crédit concerné ou de l'organe social en tenant lieu ;
- le 15 juin de l'exercice suivant celui au titre duquel l'audit est effectué pour ce qui est du rapport détaillé.

Article 23

La Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo peut saisir les Commissaires aux comptes pour leur demander des éclaircissements et des explications sur les conclusions et opinions exprimées dans leurs rapports et, le cas échéant, de mettre à sa disposition les documents de travail sur la base desquels ils ont formulé ces conclusions et opinions.

La Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo peut également à cette fin, tenir des réunions de travail avec les Commissaires aux Comptes.

Article 24

Les établissements de crédit sont tenus de mettre à la disposition des Commissaires aux Comptes tous les documents et renseignements que ceux-ci estiment nécessaires pour l'accomplissement de leur mission.

Article 25

Les établissements de crédit communiquent à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo, à sa demande et dans les délais fixés par elle, les mesures prises et celles qu'ils envisagent de mettre en œuvre pour remédier aux lacunes, erreurs et insuffisances relevées par les Commissaires aux Comptes.

Article 26

En cas de non respect des dispositions de la présente Instruction par les établissements de crédit et les Commissaires aux Comptes, la Banque

reports referred to in Article 10 above duly signed and dated by the auditors should be sent by them to the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo later than:

- 15 days before the date of the meeting of the Ordinary General Assembly shareholders of the credit institution or corporate body in lieu thereof;

- 15 June of the year following the one for which the audit

is carried out in respect of detailed report Directorate.

Article 23

The of the Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo may refer the auditors to ask for clarification and explanation on the findings and views expressed in their reports and, where appropriate, make available documents work on which they formulated these conclusions and opinions.

The Supervision Directorate of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo is also for this purpose, hold working meetings with the Statutory Auditors.

Article

24 Credit institutions are required to make available to the Auditors all documents and information as they deem necessary for the performance of their duties.

Article 25

Credit institutions shall notify the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo, at his request and within the deadline set by it, the measures taken and those they intend to implement to address the shortcomings, mistakes and shortcomings identified by the auditors.

Article 26

In case of non compliance with the provisions of this Instruction by the credit and the Auditors facilities, Bank

Centrale du Congo peut notamment infliger à ceux-ci les sanctions prévues à l'article 77 de la loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Établissements de crédit ou une amende administrative fixée par l'Institut d'Emission.

Article 27

Les Commissaires aux Comptes en fonction dans les établissements de crédit à la date de la signature de la présente Instruction seront assujettis aux présentes dispositions jusqu'à l'expiration de leur mandat actuel..

Toutefois, les établissements de crédit communiqueront à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur de cette Instruction, les noms de leurs Commissaires aux comptes en exercice ainsi que la date d'expiration de leur mandat.

Les Commissaires aux comptes en exercice visés par l'alinéa précédent déposeront à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale un dossier complet au sens des articles 7 et 8 de la présente Instruction.

Article 28

Les dispositions de la présente Instruction entrent en vigueur à compter de la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le

J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Centralof Congo in particular can inflict on them the penalties provided for in Article 77 of Law No. 003/2002 02 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions or an administrative fine determined by the Issuing Institution.

Article 27

The Auditors based in the credit institutions to the date of signing this statement will be subject to these provisions until the expiry of their current term ..

However, credit institutions shall communicate to the Directorate for Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank within a period of one month from the entry into force of this Instruction, the names of Statutory Auditors in office as well as the expiration date of their term.

The statutory financial statements referred to in the previous paragraph will drop to Management the Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank a complete dossier within the meaning of Articles 7 and 8 of this Instruction.

Article 28

The provisions of this Instruction shall become effective on the date of its signature.

Done at Kinshasa,

JC. MASANGU MULONGO

Governor